

Monsieur le Président de la République, accueillons Ayaan Hirsi Ali en France

La protection d'Ayaan Hirsi Ali, menacée de mort par des fanatiques islamistes à cause de ses prises de position sur l'islam, n'est plus officiellement assurée depuis le 1er octobre 2007. En effet, Ayaan Hirsi Ali réside actuellement aux Etats-Unis, qui ne s'engagent à garantir la sécurité que de leurs propres nationaux ou des étrangers qui ont un statut officiel. Quant au gouvernement néerlandais, il s'était engagé à la protéger à vie (si l'on peut dire)... mais seulement à l'intérieur des Pays-Bas.

Ayaan Hirsi Ali explique tout cela dans une interview au quotidien « Le Monde » ([<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3214,36-968808@51-968927,0.html>]-><http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3214,36-968808@51-968927,0.html>]).

Et elle fustige la frilosité européenne : « Courageusement, le Danemark offre de m'accueillir et de me protéger. Mais c'est aux Etats-Unis que je veux vivre aujourd'hui. Mon expression y sera plus libre et plus efficace. Car la vérité, c'est qu'il est devenu impossible de parler librement de l'islam sur le continent européen. L'état d'esprit actuel de l'élite implique d'éviter tout débat par peur d'offenser les musulmans, et conduit à satisfaire les exigences des islamistes, même s'il s'agit de faire taire les gens comme moi. »

Elle termine l'interview par un appel à « la France » : « C'est à la France d'être à l'origine du sursaut, d'ouvrir le débat. A la France de prendre la tête d'un mouvement visant à faire comprendre à tous les Européens que, ce qui se joue, c'est leur socle de valeurs et de principes les plus

fondamentaux. (...) Il s'agit d'une confrontation entre la religion et la raison. Et parce qu'elle a hérité à la fois des Lumières et du système de la laïcité, qu'elle a une histoire et un rayonnement particuliers, la France a un rôle à jouer. C'est le pays de Voltaire ! »

Le Président de la République est directement interpellé : à la journaliste qui rappelle qu'« au soir de son élection, le président Sarkozy disait « à tous ceux dans le monde qui croient aux valeurs de tolérance, de démocratie et d'humanisme », que la France serait « à leurs côtés, qu'ils peuvent compter sur elle » », Ayaan Hirsi Ali rétorque : « Eh bien, qu'il commence maintenant ! »

Rappelant « l'incroyable capitulation des médias et des hommes politiques au moment des dessins de Mahomet publiés au Danemark », elle conclut : « ne soyons pas naïfs : si les islamistes parviennent à réduire au silence un individu, voire un pays, ils ne s'arrêteront pas là. Et ils passeront au suivant, puis au suivant, puis au suivant... »

Monsieur le Président de la République, lors de la publication des fameuses caricatures de Mahomet dans France-Soir et Charlie-Hebdo, vous aviez pris le contre-pied de l'ensemble « des médias et des hommes politiques » français. Au procès intenté par la Mosquée de Paris et l'UOIF contre Charlie-Hebdo, vous avez confirmé par une lettre lue à l'audience : « Je préfère l'excès de caricatures, à l'absence de caricatures ». Vous avez dit plusieurs fois, pendant votre campagne présidentielle, votre indignation à propos de Robert Redeker, qui doit vivre sous protection policière permanente en France à cause d'une tribune libre où il exprimait une opinion sur une religion.

Vous êtes aussi celui qui a promis de faire tout ce qu'il a dit lors de cette campagne. Alors, voilà une excellente occasion de passer de la parole aux actes. Nous sommes bien au « pays de Voltaire », et quelles que soient nos différences

d'opinions, s'il est une personnalité qui fait l'union sacrée entre tous les démocrates de France en dehors de toutes considérations partisanses, c'est bien Ayaan Hirsi Ali ! Vous l'aviez d'ailleurs invitée, quand vous étiez Ministre de l'Intérieur, à venir s'exprimer à une réunion de l'UMP à l'Assemblée Nationale (http://www.ambafrance.nl/article.php?id_article=6092).

Vous ne pouvez laisser l'appel d'Ayaan Hirsi Ali sans réponse, Monsieur le Président de la République. Et puisque la France est capable d'assurer la sécurité de Robert Redeker ou de tout citoyen au nom de la liberté d'expression, alors vous pourriez – et nous pourrions – accueillir et protéger cette figure de proue des Droits de l'Homme et du féminisme, comme réfugiée politique, voire comme citoyenne d'honneur.

Nous avons tous besoin d'Ayaan Hirsi Ali et de son courage, ou sinon « ils ne s'arrêteront pas là ». Accordons-lui l'hospitalité française, c'est notre devoir de citoyens attachés à la Liberté, à l'Egalité et à la Fraternité, et c'est, Monsieur le Président de la République, votre devoir de chef d'Etat qui a promis de respecter nos valeurs républicaines communes.

Roger Heurtebise

Paru le 21 octobre 2007, dans le numéro 9